



DE VIVE VOIX vol.2 no.31

21 avril 2015

LA FABLE DE LA GRENOUILLE

Par Claudie Bonenfant, professeure de philosophie et déléguée à la mobilisation

Plusieurs connaissent déjà la fable selon laquelle une grenouille, lorsque plongée dans une casserole d'eau bouillante, s'empresse de s'échapper, contrairement à celle dont on chauffe progressivement le liquide.

Bien que douteuse, et ce, tant au niveau scientifique qu'éthique, cette fable est surtout intéressante pour la morale qui y est associée : une série de changements graduels entraîne toujours moins de réaction, même si la conséquence ultime de l'addition de tous ces changements sera désastreuse ou inacceptable.

Est-ce là la stratégie adoptée par le gouvernement actuellement en place? Si nous demandions à la population «désirez-vous passer de l'État-providence à l'État-Provigo», il y a fort à parier que la réponse serait sans équivoque. Pourtant, l'effritement graduel du secteur public va bon train depuis quelques années, tout comme la montée des inégalités au sein de la population. Et il n'y a pas de raison que la situation se stabilise, bien au contraire.

Les revenus de l'État sont insuffisants? Soit. Pourquoi? Les modifications apportées au régime fiscal dans les dernières années y contribuent pour beaucoup : moins d'impôts prélevés, moins de revenus. Solution proposée : coupons dans les services publics. Courage, citoyens : pour compenser la diminution des services publics et la hausse du coût de la vie, une baisse d'impôts est en vue d'ici quelques années. Oui, oui, une baisse d'impôts! Donc, encore moins de revenus pour l'État et de nouvelles coupures à venir. Voilà la triste réalité : l'État crée lui-même le déficit budgétaire qui «l'oblige» à couper. Petite question : si nous le laissons continuer ainsi, cela nous mènera où?

À partir de quel moment la situation sera-t-elle jugée inacceptable? À partir de quand les inégalités au sein de notre société seront jugées intolérables? Dans quel état devront être la province, ses citoyens les plus vulnérables et les services publics pour que nous jugions collectivement qu'il faut se mobiliser et agir?